

Assemblée  
Point 3

A/142/3-Inf.1  
17 février 2020

## Note d'orientation pour le débat général intitulé *Les parlements mobilisés pour une économie centrée sur l'être humain : travail et bien-être, inclusion et durabilité pour le XXI<sup>e</sup> siècle*

Ce débat reprend un thème qui a vu le jour avec le [Communiqué de Quito](#), issu de la 128<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP, qui a eu lieu en 2013, dans lequel est soulignée la nécessité de recentrer la politique économique sur le bien-être humain défini comme la culture, l'éducation, la santé, l'harmonie avec la nature, plus de temps à consacrer à la famille, ainsi que diverses autres aspirations. Étant donné que l'emploi et le revenu sont des facteurs qui contribuent au bien-être humain, la question centrale de ce débat est de savoir comment dissocier la création d'emplois des politiques conçues strictement pour soutenir la croissance économique comme une fin en soi.

Depuis quelques dizaines d'années, et à plus forte raison depuis la crise économique et financière de 2008, l'économie mondiale semble être entrée dans une période de grande instabilité et de stagnation à long-terme. Il semble plus difficile d'atteindre des taux de croissance élevés, ce qui a un impact négatif sur la création d'emplois, les modèles de croissance sont de plus en plus inégaux d'un pays à l'autre, et les politiques d'austérité sont de plus en plus fréquentes. Dans le même temps, la concurrence accrue qui est le résultat, entre autres, des récents progrès de l'intelligence artificielle, de l'automatisation et de la numérisation modifie considérablement les relations entre les travailleurs et les employeurs ainsi que les conditions plus générales du marché du travail.

Une combinaison de choix en matière de politiques et de facteurs structurels peut également expliquer la tendance à la baisse de la croissance mondiale. Pour des raisons encore incertaines, les principales économies du monde enregistrent une baisse des gains de productivité (par rapport aux années de prospérité de l'après-guerre) malgré d'énormes progrès technologiques. Alors que les institutions financières, sous la houlette des banques centrales, rendent le crédit plus accessible, les investissements productifs sont bloqués à de faibles niveaux, y compris dans les pays en développement. Alors que le rôle de régulation des gouvernements diminue, les sociétés transnationales deviennent de plus en plus grandes et puissantes, et influencent les gouvernements pour qu'ils soutiennent des politiques économiques qui font passer les profits avant les populations.

Le monde, et en particulier les jeunes, a pris conscience de l'impact négatif que peut avoir la croissance économique sur l'environnement. Sur une planète dont les ressources ne sont pas infinies, l'économie doit faire appel aux ressources non renouvelables le plus modérément possible et aux ressources renouvelables en tenant compte de leur cycle de vie normal. Néanmoins, et malgré les nombreux engagements pris par les pays, l'économie mondiale dans son ensemble engloutit aujourd'hui déjà plus d'une planète et demie. Si les prévisions en matière de consommation et de croissance de la population mondiale et de consommation accrue se vérifient, nous aurons bientôt besoin de l'équivalent de plus de quatre planètes. Bien que leurs habitants ne représentent qu'environ 20 pour cent de la population mondiale, les pays à revenu élevé consomment plus de 70 pour cent des ressources disponibles dans le monde.

Le modèle économique actuel, centré sur la croissance et le consumérisme, est davantage exacerbé par le phénomène de "financiarisation" de l'économie, dans lequel les gains à court terme sont le plus souvent préférés aux investissements à long terme. Ce système tend à produire des biens à courte durée de vie et à induire une consommation non durable des ressources de la planète, qui s'amenuisent. Par ailleurs, bien qu'ils créent cinq fois plus d'emplois que les investissements classiques, les investissements à long terme dans les énergies renouvelables ne sont pas pris en compte dans les calculs.

Dans le [document final](#) de la sixième Conférence mondiale des jeunes parlementaires de l'UIP, ceux-ci ont reconnu que le succès d'un pays ne se mesurait pas uniquement à l'aune de sa croissance économique. Des facteurs comme l'égalité, l'éducation et l'épanouissement affectif sont tout aussi importants. Quant à eux, lors de leur réunion de 2019, les présidents de parlement des pays du G20 ont noté dans leur [déclaration conjointe](#), "nous devons repenser nos économies et mieux exploiter les opportunités qui se présentent en matière d'économie verte, y compris d'économies circulaires, d'économies de partage et d'économies solidaires".

L'Objectif de développement durable 17.19 appelle les gouvernements à "établir des indicateurs de progrès en matière de développement durable qui viendraient compléter le produit intérieur brut". Les indicateurs qui tiennent davantage compte du niveau de bonheur et de bien-être pour orienter les politiques publiques sont tout aussi importants. Pour que le bien-être humain soit davantage pris en considération, il faut un nouveau modèle économique dans lequel tous les acteurs parviennent à mettre l'être humain au centre de chaque décision et à prendre en compte les ressources limitées de la planète. Dans ce nouveau modèle, nous n'aurons pas nécessairement besoin d'encourager artificiellement la consommation et la production pour stimuler l'emploi, ce qui nécessitera un changement majeur de la pensée économique.

Le concept d'une économie verte joue un rôle important dans cette nouvelle logique. Cela dit, la transition vers une économie verte n'ira pas de soi et ne suffira peut-être pas si la croissance globale n'est pas contrôlée à l'échelle mondiale. L'économie verte devra faire face aux courants contraires complexes de la mondialisation, mobiliser des investissements considérables et s'accommoder des impacts que les nouvelles technologies et la quatrième révolution industrielle auront sur l'emploi. Dans les pays en développement, qui sont ceux qui ont le plus besoin de la croissance pour répondre aux besoins fondamentaux de la population, l'économie verte devra s'articuler différemment et trouver ainsi de nouvelles façons de traiter avec les pays industrialisés en matière de commerce, d'investissement et de politiques industrielles.

Enfin, les gouvernements devront encore composer avec des enjeux persistants tels que les droits des travailleurs, le travail informel et les salaires et avantages sociaux équitables, mais aussi les nouveaux défis auxquels sont confrontés les jeunes d'aujourd'hui, qui entreront sur un marché du travail caractérisé par la rupture technologique et qui représenteront 75 pour cent de la main-d'œuvre en 2030. Des modalités de travail souples, des horaires réduits, une plus grande autonomie et une participation plus active à l'organisation du travail au lieu de tâches aliénantes et répétitives, tel est ce que demande la génération Y en échange de plus d'innovation et de créativité et de la maîtrise des technologies. Ils ont pour devise que travailler plus ne signifie pas travailler mieux.

Les parlementaires se pencheront sur les questions suivantes pour orienter le débat :

- Comment la mondialisation économique peut-elle être restructurée pour être davantage centrée sur l'être humain et mieux respecter les contraintes écologiques ?
- L'emploi peut-il être envisagé dans la perspective nouvelle d'une croissance limitée et d'une économie verte ?
- Quelles politiques innovantes et bonnes pratiques propres à soutenir les moyens de subsistance en dehors du travail rémunéré les parlementaires peuvent-ils partager ?
- Comment les pays développés et les pays en développement peuvent-ils passer à une nouvelle économie verte sans perdre de vue le principe des "responsabilités communes mais différenciées" ?
- Comment pouvons-nous coordonner la planification régionale dans des zones qui ont les mêmes spécificités ou les mêmes objectifs ?
- Quelle valeur ajoutée pouvons-nous apporter à cette cause, en tant que parlementaires, et que font nos parlements à cet égard ?